



Motion peep sup

Les responsables des associations de parents d'étudiants, réunis dans le cadre du congrès national de la fédération PEEP à Grenoble les 2 et 3 juin 2011,

Réaffirment le rôle des parents dans l'accompagnement des études supérieures de leurs enfants. La section Peep Sup de la PEEP, seule fédération de parents d'étudiants, est donc un **interlocuteur naturel et incontournable** des pouvoirs publics et des responsables d'établissements de l'enseignement supérieur.

Souhaitent, dans le prolongement des assises du logement étudiant, la mise en œuvre d'un véritable « **plan Marshall** » **du logement étudiant**, plus particulièrement en région parisienne, condition sine qua non du développement et de la démocratisation de l'enseignement supérieur français.

Expriment leurs inquiétudes devant la problématique des **stages en entreprise** dans toutes les formations supérieures. Sans remettre en cause l'utilité de ces stages ou la nécessité de les rémunérer, force est de constater que le décalage entre l'offre de stages et la demande des étudiants est de nature à remettre en cause la validation de certains cursus. Peep Sup demande que soient étudiés des dispositifs d'incitation à **l'accueil d'étudiants stagiaires dans toutes les entreprises**, comme cela existe dans d'autres pays européens. Peep Sup soutient également les politiques de développement de la formation en alternance ou sous contrat d'apprentissage dans le supérieur, condition indispensable à l'accueil et la réussite d'un nombre toujours plus important d'étudiants dans le supérieur.

Appellent l'attention du ministère de l'enseignement supérieur sur les nombreux **dysfonctionnements constatés au niveau d'« admission post bac »**, portail d'accès aux études supérieures : manque d'information pour les jeunes et leurs familles, incompatibilités de logiciels, remontée tardive des notes perturbant l'établissement des dossiers papiers, absence de prise en compte des porteurs de handicap. Si Peep Sup souscrit à l'objectif d'une dématérialisation générale des dossiers, elle s'interroge sur le réalisme de sa mise en œuvre rapide.

Réaffirment leur opposition à toute forme de bizutage et demandent, dans le prolongement de la mission DAOUST, la mise en œuvre de mesures de contrôle de nature à protéger la santé et l'intégrité physique des étudiants.

Fait à Grenoble le 2 juin 2011